NATIONS UNIES **EP**

Programme des Nations Unies pour l'environnement

Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/99/13
29 octobre 2026

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITÉ EXÉCUTIF
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL
Quatre-vingt-dix-neuvième réunion
Montréal, 7–11 décembre 2026
Point 7 a) i) de l'ordre du jour provisoire[1]

RAPPORT PÉRIODIQUE GLOBAL AU 31 DÉCEMBRE 2025

Introduction

1. Le rapport périodique global résume les progrès réalisés par les agences bilatérales et d'exécution ainsi que leurs données financières[2] au 31 décembre 2025, tels qu'ils figurent dans leurs rapports périodiques respectifs[3] soumis au Secrétariat.

2. Lors de sa 96e réunion, le Comité exécutif a approuvé le modèle de présentation révisé des rapports périodiques et des rapports financiers, y compris les exigences connexes se rapportant au texte explicatif (décision 96/54)[4]. La base de données révisée des rapports périodiques prévoit la modification des intitulés de six colonnes existantes et l'ajout de quatre nouvelles colonnes dans le but d'améliorer la clarté des données recueillies. D'autre part, neuf colonnes ont été supprimées afin de simplifier les exigences en matière d'établissement de rapports, d'éviter les répétitions inutiles au niveau des informations fournies et d'éliminer des champs qui ne sont plus pertinents dans le cadre des politiques actuelles du Fonds multilatéral.

3. La décision 96/54 a également noté que le nouveau modèle serait mis en œuvre en 2026 pour la présentation des rapports périodiques de 2025. Ce cycle de rapport marque la première année pour laquelle les données et le descriptif des rapports périodiques ont été soumis conformément au nouveau format et en utilisant la nouvelle convention de dénomination des projets, instaurée par le Système de gestion des connaissances.

[1] UNEP/OzL.Pro/ExCom/99/1

[2] Les agences suivantes ont présenté un rapport périodique : l'Australie, l'Autriche, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Japon, l'Espagne et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le PNUD, le PNUE, l'ONUDI et la Banque mondiale (documents UNEP/OzL.Pro/ExCom/99/14 à UNEP/OzL.Pro/ExCom/99/18).

[3] Le Comité exécutif a demandé que des renseignements détaillés pour chacun des projets soient mis à la disposition des membres du Comité avec une version imprimée disponible sur demande (décision 19/23). La base de données relative au Rapport périodique global est disponible sur le portail dédié à la 99e réunion sur le site Internet du Fonds multilatéral, dans le tableur Excel de Microsoft.

[4] Annexes XXIX et XXX du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/96/66

Les documents de présession du Comité exécutif du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal sont présentés sous réserve des décisions pouvant être prises par le Comité exécutif après leur publication.

4. Le rapport périodique global et les rapports périodiques des agences bilatérales et d'exécution incluent toutes les substances réglementées en vertu du Protocole de Montréal. Il contient des renseignements sur les activités et les projets liés aux HFC financés au titre des contributions ordinaires au Fonds multilatéral ou au moyen des contributions supplémentaires volontaires de 17 pays non visés à l'article 5 souhaitant soutenir le démarrage rapide de la mise en œuvre de l'Amendement de Kigali[5]. Étant donné que tous les projets approuvés au titre des contributions volontaires supplémentaires ont été menés à bien et que le solde des fonds sera restitué au Secrétariat, ce dernier ne rendra plus compte de ces projets séparément. Les analyses présentées dans ce document s'appuient sur des quantités exprimées en tonnes PAO pour toutes les substances réglementées, à l'exception des HFC qui sont exprimés en tonnes métriques (tm) et en tonnes d'éq-CO_2[6].

Processus d'examen par le Secrétariat

5. Le Secrétariat a examiné chacun des rapports périodiques annuels présentés par les agences bilatérales et d'exécution. L'examen a été effectué selon les étapes clés définies pour les projets d'investissement et les projets ne portant pas sur des investissements, notamment la signature des accords, la date du premier décaissement, l'état d'avancement des achats et des installations des équipements, l'état d'avancement des services dispensés, y compris la formation des techniciens frigoristes et des agents des douanes, le niveau de décaissement des sommes approuvées, l'achèvement opérationnel et financier du projet et la restitution du solde des fonds.

6. Des problèmes potentiels ont été recensés au cours de l'examen des projets, à savoir : la non-signature d'accords en raison de retards dans leur approbation administrative, du fait notamment de changements intervenus au niveau des institutions impliquées dans la mise en œuvre des projets du Protocole de Montréal et de la gestion des fonds ; des postes d'administrateur du bureau national de l'ozone non pourvus ; des rapports périodiques financiers manquants ; des retards dans le processus d'acquisition principalement dus à des problèmes de chaîne d'approvisionnement, affectant surtout la disponibilité des identificateurs de frigorigènes ; la disponibilité insuffisante de technologies de remplacement sur les marchés locaux ; des difficultés à trouver des experts techniques et des consultants pour mener des activités spécialisées ; et des problèmes liés à la sécurité aux niveaux national et régional. Tous les projets présentant des problèmes en suspens ont enregistré un faible taux de décaissement des fonds approuvés ou ont requis une prolongation des dates d'achèvement prévues.

7. Le Secrétariat a également eu plusieurs échanges avec chacune des agences bilatérales et d'exécution au sujet de projets et d'activités ayant des questions en suspens, ce qui a permis de résoudre un bon nombre de ces questions de manière satisfaisante. Pour les projets et activités aux problèmes n'ayant pu être résolus, les recommandations proposées pour examen par le Comité exécutif ont été analysées et approuvées avec les agences bilatérales ou d'exécution concernées. Les projets et activités pour lesquels une prolongation du délai de mise en œuvre a été demandée sont examinés dans les documents principaux, tandis que la liste des projets[7] pour lesquels des questions demeurent en suspens figure à l'annexe III de

[5] Lors de sa 77e réunion, le Comité exécutif a accepté avec satisfaction les contributions supplémentaires annoncées par 17 Parties ne relevant pas de l'article 5, destinées à soutenir le démarrage rapide de la mise en œuvre de l'Amendement de Kigali, tout en notant que ce financement revêtait un caractère ponctuel et ne se substituerait pas aux contributions des donateurs. Les parties contributrices sont l'Australie, le Canada, le Danemark, la Finlande, la France, l'Allemagne, l'Irlande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Suède, la Suisse, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, ainsi que les États-Unis d'Amérique.

[6] Conformément à la décision 84/12 a) iv), la mesure des HFC exprimée en tonnes d'éq-CO_2 est incluse dans les rapports périodiques qui seront soumis à la 99e réunion.

[7] À l'exception de ceux examinés dans les propositions de projet concernées ou dans les rapports sur les projets comportant des exigences particulières de remise de rapports (UNEP/OzL.Pro/ExCom/99/19 et UNEP/OzL.Pro/ExCom/99/20).

chaque rapport périodique des agences bilatérales et d'exécution. Les recommandations seront examinées lors des discussions sur le rapport périodique de chaque agence lors de la 99e réunion.

8. Conformément à la décision 84/45 c), le Secrétariat a recensé tous les éléments des accords pluriannuels connaissant des retards de mise en œuvre et en a informé les agences bilatérales et d'exécution concernées. Les recommandations du Secrétariat figurent à l'annexe III de chaque rapport périodique des agences bilatérales et d'exécution.

9. Ce document présente une synthèse de l'état d'avancement de la mise en œuvre des projets pour 2025 et de manière cumulative depuis 1991, portant sur toutes les substances réglementées en vertu du Protocole de Montréal, y compris les substances de l'annexe F (les HFC), pour tous les projets approuvés au titre des contributions ordinaires et des contributions supplémentaires volontaires. Il contient également un examen de l'état d'avancement de la mise en œuvre de chaque projet en cours[8] au niveau des pays. Il recense les projets présentant des retards de mise en œuvre et les répercussions possibles sur l'élimination des substances réglementées, ainsi que les projets présentant des questions en suspens à soumettre à l'examen du Comité exécutif.

10. Les rapports périodiques des agences bilatérales ou d'exécution ne comprenaient pas de question d'orientation à soumettre à l'examen du Comité exécutif. De même, le Secrétariat n'a pas relevé de question d'orientation lors de l'examen des rapports périodiques.

Avancement de la mise en œuvre des projets en 2025 et progrès cumulatifs depuis 1991

11. Au 31 décembre 2025, le Comité exécutif avait approuvé un montant de 4,38 milliards $US pour des projets pour les agences bilatérales et d'exécution, soit 3,92 milliards $US pour la mise en œuvre de projets d'investissement et de projets ne portant pas sur des investissements, et 463,32 millions $US pour les coûts d'appui d'agence (à l'exclusion des projets annulés et transférés), comme l'indique le tableau 1.

Tableau 1. Financement approuvé par secteur et par agence au 31 décembre 2025 ($US)

Secteur	PNUD	PNUE	ONUDI	Banque mondiale	Bilatérale	Total
Programme d'agence	596 500	219 020 391	0	185 000	242 002	220 043 893
CFC individuel	301 302 827	18 859 831	248 861 816	307 224 816	43 812 121	920 061 412
Plans d'élimination des CFC	58 120 483	9 549 588	51 560 736	73 523 850	24 891 387	217 646 045
Plans d'élimination de la production de CFC	1 056 000	0	31 849 298	261 179 093	0	294 084 391
Destruction	3 086 833	190 040	3 791 983	400 000	1 526 282	8 995 138
Contrôle des émissions 1	0	0	3 082 494	0	0	3 082 494
	3 771 519	1 617 200	24 739 295	1 430 689	2 976 934	34 535 637
Aide gouvernementale	70 936 154	100 834 251	23 983 246	10 743 662	1 063 376	207 560 689
HCFC individuel	25 280 775	12 780 387	23 409 236	7 987 990	4 096 101	73 554 489
Phase I du Plan de gestion de	164 132 892	27 708 270	218 272 599	99 298 659	19 205 445	528 617 865

[8] Les projets en cours sont tous les projets qui étaient en cours de mise en œuvre au 31 décembre 2025. Les principaux indicateurs de progrès comprennent : le pourcentage de fonds décaissés et le pourcentage de projets ayant commencé à décaisser des fonds ; le financement qui devrait être décaissé d'ici la fin de l'année exprimé en pourcentage du financement approuvé ; la durée moyenne des retards prévus dans la mise en œuvre ; et les renseignements consignés dans la colonne réservée aux remarques dans la base de données de rapport périodique.

Secteur	PNUD	PNUE	ONUDI	Banque mondiale	Bilatérale	Total
l'élimination des HCFC (PGEH)						
PGEH phase II	184 185 445	44 754 010	171 535 530	39 651 104	26 649 535	466 775 624
PGEH phase III	33 211 908	4 861 825	26 164 893	3 227 127	7 740 496	75 206 249
Plan de gestion de l'élimination de la production de HCFC (PGEPH) phase I	0	0	0	91 256 301	0	91 256 301
PGEPH phase II	0	0	0	66 997 213	0	66 997 213
HFC individuel	16 648 883	26 753 474	26 595 198	2 672 594	3 225 403	75 895 552
Plan de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali (KIP) phase I	15 288 509	4 649 415	27 816 150	7 721 113	1 008 669	56 483 856
Autres SAO individuelles	13 870 732	6 781 350	60 539 415	15 981 112	16 770 869	113 943 478
Autre production de SAO individuelles	0	0	0	951 653	0	951 653
Plan d'élimination de la production d'autres SAO	0	0	18 724 810	37 499 577	0	56 224 387
Plans sectoriels d'autres SAO	85 911 732	3 527 163	75 903 816	209 171 575	30 064 662	404 578 948
Total partiel	**977 401 193**	**481 887 196**	**1 036 830 515**	**1 237 103 129**	**183 273 282**	**3 916 495 314**
Coûts d'appui d'agence	136 799 588	39 580 572	135 531 787	133 373 468	18 033 540	463 318 955
Total	**1 114 200 781**	**521 467 768**	**1 172 362 302**	**1 370 476 596**	**201 306 822**	**4 379 814 269**

*À l'exclusion des projets annulés et transférés.

12. Le tableau 2 présente un résumé de la mise en œuvre de projets, depuis leur lancement jusqu'à la fin de 2025.

Tableau 2. Récapitulatif des projets, depuis la création du Fonds multilatéral

Poste	Cumulatif depuis 1991*
Nombre d'approbations	10 375
Nombre de projets achevés	9 255
Total des financements approuvés (coûts d'appui non compris) ($US)	3 916 495 314
Total des financements décaissés (coûts d'appui non compris) ($US)	3 589 967 400
Total de l'élimination approuvée (tonnes PAO)**	489 535,7
Total de l'élimination réelle (tonnes PAO)**	510 811,8
Total de l'élimination approuvée (mt)***	12 775,5
Total de l'élimination réelle (tm)***	2 000,0
Total de l'élimination approuvée (tonnes éq-CO_2)***	24 447 959
Total de l'élimination réelle (tonnes éq-CO_2)***	3 423 266

*À l'exclusion des projets annulés et transférés.
** Incluant la consommation et la production.
*** Uniquement pour les projets portant sur les HFC (incluant la consommation et la production).

13. En 2025, 291 nouveaux projets et nouvelles activités ont été approuvés. Ce niveau de financement devrait aboutir à l'élimination de 489 536 tonnes PAO de la consommation et de la production de SAO, et de 12 775 tm (24 447 959 tonnes d'éq-CO_2) de la consommation de HFC. L'annexe I montre l'état d'avancement de la mise en œuvre des projets par pays en 2025.

14. Le tableau 3 montre l'état d'avancement de la mise en œuvre des projets, y compris le décaissement des fonds par type de projet, au 31 décembre 2025. L'annexe II présente des informations analytiques par année depuis 1991.

Tableau 3. État d'avancement de la mise en œuvre des projets, par type de projets, au 31 décembre 2025*

Catégories	Nombre de projets			Financements ($US)**			
	Approuvés	Achevés	Achevés (%)	Approuvés	Décaissés	Solde	Décaissés (%)
Programme d'agence	269	264	98	220 043 893	206 701 121	13 342 772	94
CFC individuel	3 622	3 622	100	920 061 412	920 061 417	-5	100
Plans d'élimination des CFC	429	429	100	217 646 045	217 646 045	1	100
Plans d'élimination de la production de CFC	42	42	100	294 084 391	294 084 391	0	100
Destruction	34	34	100	8 995 138	8 995 139	-1	100
Contrôle des émissions 1	6	2	33	3 082 494	2 690 248	392 246	87
Efficacité énergétique	71	9	13	34 535 637	2 206 767	32 328 869	6
Aide gouvernementale	1 537	1 397	91	207 560 689	178 480 868	29 079 821	86
HCFC individuel	899	835	93	73 554 489	71 472 699	2 081 790	97
PGEH phase I	912	872	96	528 617 865	521 491 305	7 126 560	99
PGEH phase II	682	344	50	466 775 624	361 305 812	105 469 812	77
PGEH phase III	88	14	16	75 206 249	13 672 956	61 533 293	18
PGEPH phase I	4	4	100	91 256 301	91 256 301	0	100
PGEPH phase II	3	2	67	66 997 213	62 597 213	4 400 000	93
HFC individuel	644	454	70	75 895 552	57 578 566	18 316 985	76
KIP phase I	211	9	4	56 483 856	4 290 262	52 193 594	8
Autres SAO individuelles	589	589	100	113 943 478	113 943 470	8	100
Autre production de SAO individuelles	1	1	100	951 653	951 653	0	100
Plan d'élimination de la production d'autres SAO	27	27	100	56 224 387	56 224 388	-1	100
Plans sectoriels d'autres SAO	305	305	100	404 578 948	404 316 779	262 169	100
Total	**10 375**	**9 255**	**89**	**3 916 495 314**	**3 589 967 400**	**326 527 914**	**92**

*À l'exclusion des projets annulés et transférés.
** Frais d'appui d'agence non compris.

15. La mise en œuvre des projets et des activités par les agences bilatérales et d'exécution en 2025 et les progrès cumulatifs depuis 1991 jusqu'au 31 décembre 2025 sont récapitulés comme suit :

a) **Élimination**[9] **:** En 2025, une consommation et une production de SAO de 9 345,4 PAO ainsi qu'une consommation de HCF s'élevant à 286,2 tm (490 053 tonnes éq-CO_2) ont été éliminées. En outre, l'élimination de 922,9 tonnes PAO supplémentaires de consommation SAO et de 3 623,8 tm de consommation de HFC (6 730 720 tonnes éq-CO_2) a été approuvée. Depuis 1991, 510 812 tonnes PAO ont été éliminées sur un total prévu de 489 536 tonnes PAO de consommation et de production de SAO, et 2000 tm (3 423 266 tonnes d'éq-CO_2) ont été éliminées, sur un total prévu de 12 775 tm (24 447 959 tonnes d'éq-CO_2) de consommation de HFC provenant de projets approuvés (à l'exclusion des projets annulés et transférés). D'autre part, en 2025, 50 tm

[9] L'élimination des SAO est exprimée en tonnes PAO et celle des HFC en tonnes métriques (tm) et en tonnes d'équivalent CO_2 (tonnes éq-CO_2).

(739 303 tonnes d'éq-CO_2) de sous-produit HFC-23 ont été détruites. Depuis 2022, 364,1 tm (5 388 241 tonnes d'éq-CO_2) de HFC-23, un sous-produit issu de projets approuvés, ont été détruites, sur un total prévu de 1 274,3 tm (18 858 948 tonnes d'éq-CO_2) ;

b) **Décaissements/approbations :** En 2025, 104,54 millions $US ont été décaissés et 96,84 millions $US devaient, selon le rapport périodique de 2024, faire l'objet d'un décaissement, ce qui représentait un taux de décaissement de 108 % par rapport à ce qui était prévu. Cumulativement, 3,59 milliards $US ont été décaissé sur un total de 3,92 milliards $US approuvé pour décaissement (coûts d'appui d'agence non compris), soit un taux de décaissement de 92 %. En 2025, 123,25 millions $US ont été approuvés pour la mise en œuvre ;

c) **Coût-efficacité (en PAO)**[10] **:** Depuis 1991, le rapport coût-efficacité moyen des projets d'investissement approuvés entraînant une réduction permanente de la consommation a été de 8,96 $US/kg. Le rapport coût-efficacité pour le secteur de la production était de 2,29 $US/kg. Le rapport coût-efficacité moyen des projets d'investissement par tonne PAO était de 5,46 $US/kg pour les projets achevés et de 13,78 $US/kg pour les projets en cours[11] ;

d) **Nombre de projets achevés :** En 2025, 195 projets ont été achevés. Depuis 1991, 9 255 sur les 10 375 projets (excepté les projets clôturés ou transférés) financés par le Secrétariat du Fonds ont été achevés, ce qui représente un taux d'achèvement de 89 %.

e) **Rapidité de réalisation - projets d'investissement :** Les projets achevés en 2025 ont été terminés en moyenne 59 mois après leur approbation. Depuis 1991, la durée moyenne de réalisation des projets d'investissement a été de 38 mois après leur approbation. Les premiers décaissements pour ces projets ont été effectués en moyenne 14 mois après leur approbation ;

f) **Rapidité de réalisation - projets ne portant pas sur des investissements :** Les projets achevés en 2025 ont été terminés en moyenne 35 mois après leur approbation. Depuis 1991, la durée moyenne de réalisation des projets ne portant pas sur des investissements a été de 38 mois après leur approbation. Les premiers décaissements pour ces projets ont été effectués en moyenne 13 mois après leur approbation ;

g) **Préparation de projet :** Sur les 2 335 activités de préparation de projet approuvées avant la fin de 2025, 2 108 ont été achevées, laissant 227 activités en cours. En 2025, 70 activités de préparation de projet ont été approuvées et 65 achevées ;

h) **Retards dans la mise en œuvre :** Au total, 1 120 projets d'investissement étaient en cours de mise en œuvre à la fin de 2025, ces projets enregistrant en moyenne un retard de 8 mois. Cent cinquante-neuf d'entre eux étaient classés comme « projets présentant des retards de mise en œuvre »[12] qui sont soumis à des procédures d'annulation (les activités de

[10] Dont 12 775 tm pour des projets relatifs aux HFC. Le rapport coût-efficacité en éq-CO_2 n'est pas inclus en raison du nombre limité de projets approuvés.

[11] La valeur plus élevée du rapport coût-efficacité pour les projets en cours est en grande partie due aux valeurs plus basses des HCFC en tonnes PAO, mais également à la manière dont les agences ventilent l'élimination. Le rapport coût-efficacité pour les accords pluriannuels des PGEH est de 32,17 $US/kg PAO ; pour la phase I du PGEPH il est de 23,93 $ US/kg PAO, et pour la phase II du PGEPH, il est de 4,16 $US/kg PAO.

[12] Projets approuvés depuis plus de 18 mois avec un décaissement inférieur à 1 %, ou projets qui n'ont pas été achevés 12 mois après la date d'achèvement proposée dans le rapport périodique (décision 22/61). Conformément à la décision 84/45 c), les composantes des accords pluriannuels sont soumises à une procédure d'annulation.

préparation de projet, les accords pluriannuels et les activités de renforcement des institutions n'étant pas soumis à de telles procédures) ;

i) **Accords pluriannuels :** En 2025, un PGEPH, 148 accords pluriannuels pour les PGEH, 85 accords pluriannuels pour les KIP et deux accords pluriannuels pour le contrôle et l'élimination des émissions de HFC-23 étaient en cours de mise en œuvre. Depuis 1991, 569 accords pluriannuels ont été approuvés dont 333 ont été achevés, représentant un taux d'achèvement de 59 %. L'annexe III récapitule le financement total approuvé et décaissé pour les activités de PGEH au niveau national.

16. Le tableau 4 récapitule les progrès accomplis par les agences bilatérales et d'exécution depuis 1991.

Tableau 4. Progrès accomplis par les agences bilatérales et d'exécution depuis 1991

Élimination réalisée		Sous-produit HFC-23 détruit	Décaissement ($US)	Moyenne Coût-efficacité ($US/kg)			Nombre de projets		Rapidité d'exécution pour la réalisation (mois)		Retards moyens des projets (mois)	Nombre d'accords pluriannuels	
Tonnes PAO*	Tonnes d'éq-CO_2**	Tonnes d'éq-CO_2 ***		Consommation	Production	Émission HFC-23	Approuvés	Achevés	Investissement	Ne portant pas sur des investissements		Approuvés	Achevés
510 812	3 423 266	5 388 241	3 589 967 400	8,96	2,29	8,47	10 375	9 255	38	38	8	569	333

* Consommation et production de SAO.
**Projets portant sur les HFC
*** Sous-produit HFC-23 détruit tel que communiqué dans les documents de proposition de projet.

Projets portant sur les HFC

17. Au 31 décembre 2025, le Comité exécutif avait approuvé 855 projets liés aux HFC (comprenant 15 projets d'investissement, 332 activités de préparation, 297 projets d'assistance technique et 211 projets en lien avec la phase I des KIP) pour un montant de 132 379 408 $US (coûts d'appui d'agence non compris), en vue d'éliminer 12 775 tm (24 447 959 tonnes d'éq-CO_2) de consommation de HFC. Un récapitulatif de l'état d'avancement de ces projets est présenté au tableau 5 et les données correspondantes ont déjà été incluses dans les paragraphes 11 à 16.

Tableau 5. Projets approuvés se rapportant aux HFC*

Catégories	Nombre de projets			Financements ($US) **			
	Approuvés	Achevés	Achevés (%)	Approuvés	Décaissés	Solde	Décaissés (%)
HFC individuel – Projets d'investissement	15	14	93	19 423 266	15 323 516	4 099 750	79
HFC individuel – projets de préparation	332	153	46	30 310 941	17 116 363	13 194 578	56
HFC individuel – assistance technique	297	287	97	26 161 345	25 138 688	1 022 658	96
KIP phase I	211	9	4	56 483 856	4 290 262	52 193 594	8
Total	**855**	**463**	**54**	**132 379 408**	**61 868 828**	**70 510 580**	**47**

*À l'exclusion des projets annulés et transférés.
** Frais d'appui d'agence non compris.

18. Fin 2025, sur les 855 projets approuvés, 14 projets d'investissement, 153 activités de préparation et 287 projets d'assistance technique et neuf projets en lien avec la phase I des KIP ont été achevés, ce qui laisse 392 projets en cours. Ces activités restantes en sont à différents stades de mise en œuvre.

19. Sur le total des financements approuvés cumulés d'un montant de 132 379 408 $US (coûts d'appui d'agence non compris), 61 868 828 $US ont été décaissés, représentant un taux de décaissement de 47 %.

20. L'annexe IV fournit des informations sur l'ensemble des projets et activités liés aux HFC dans le cadre du Fonds multilatéral par pays, indépendamment de la source de financement. Elle indique également l'état de ratification de l'Amendement de Kigali ainsi que l'état d'avancement du système d'autorisation pour les HFC.

Projets d'efficacité énergétique

21. Au 31 décembre 2025, le Comité exécutif avait approuvé 71 projets d'efficacité énergétique (comprenant un projet de démonstration, 13 activités de préparation et 39 projets pilotes d'assistance technique dans le cadre de la fenêtre de financement créée conformément à la décision 91/65 ; sept activités de préparation et cinq projets d'investissement au titre de la fenêtre de financement établie conformément à la décision 94/60 ; quatre activités de préparation pour des projets destinés aux utilisateurs finaux s'appuyant sur un fonds renouvelable relatif à l'efficacité énergétique, conformément à la décision 95/87 ; une activité de préparation pour un projet de reconversion, conformément à la décision 87/50 ; ainsi qu'un projet d'assistance technique relatif au « Jumelage entre les responsables nationaux de la mise en œuvre du Protocole de Montréal et les décideurs nationaux en matière d'efficacité énergétique, pour soutenir l'Amendement de Kigali »), représentant un montant de 34 535 637 $US (coûts d'appui d'agence non compris). Un récapitulatif de l'état d'avancement de ces projets est présenté au tableau 6 et les données correspondantes ont déjà été incluses dans les paragraphes 11 à 16.

Tableau 6. Projets d'efficacité énergétique approuvés*

Type	Nombre de projets			Financements ($US) **			
	Approuvés	Achevés	% Achevés	Approuvés	Décaissés	Solde	% Décaissés
Projets pilotes (décision 91/65) - démonstration	1	1	100	1 853 795	624 891	1 228 904	34
Projets pilotes (décision 91/65) - préparation de projet	13	5	38	435 000	225 171	209 829	52
Projets pilotes (décision 91/65) - assistance technique	39	2	5	10 211 307	1 082 699	9 128 607	11
Fabrication (décision 94/60) - préparation de projet	7	1	14	335 000	151 573	183 427	45
Fabrication (décision 94/60) – investissement	5	0	0	20 257 335	0	20 257 335	0
Projets d'efficacité énergétique destinés aux utilisateurs finaux sur la base d'un mécanisme de fonds renouvelable (décision 95/87) – préparation de projet	4	0	0	500 000	103 664	396 336	21
Autres - préparation de projet	1	0	0	150 000	18 769	131 231	13
Autres - assistance technique	1	0	0	793 200	0	793 200	0
Total	**71**	**9**	**13**	**34 535 637**	**2 206 767**	**32 328 869**	**6**

*À l'exclusion des projets annulés et transférés.
** Frais d'appui d'agence non compris.

22. À la fin de 2025, sur les 71 projets, un projet de démonstration, cinq projets de préparation et deux projets d'assistance technique conformément à la décision 91/65, et une activité de préparation conformément à la décision 94/60 ont été achevés, ce qui laisse 62 projets en cours. Ces projets en sont à différents stades de mise en œuvre.

23. Sur le total des financements approuvés cumulés d'un montant de 34 535 637 $US (coûts d'appui d'agence non compris), 2 206 767 $US ont été décaissés, représentant un taux de décaissement de 6 %.

24. L'annexe V fournit des informations sur l'ensemble des projets et activités relatifs à l'efficacité énergétique dans le cadre du Fonds multilatéral, présentées par fenêtre de financement et par pays.

Problèmes recensés dans la mise en œuvre de projets en 2025

25. Sur la base des dates d'achèvement prévues figurant dans le rapport périodique de 2024 et des résultats présentés dans les rapports périodiques de 2025, les agences bilatérales et d'exécution ont achevé 53 % des projets qu'elles avaient prévu de terminer en 2025. Sur les 753 projets en cours (renforcement des institutions et préparation de projets non inclus), 269 présentent une date d'achèvement prévue ayant été révisée depuis le rapport périodique de 2024.

26. Les agences bilatérales et d'exécution ont atteint en tout un taux de décaissement de 108 % en 2025. À l'échelle des pays et régions, 63 pays (y compris des régions) ont enregistré un taux de décaissement supérieur à 85 %, tandis que 36 pays présentaient un taux de décaissement inférieur à 50 %.

27. Les agences bilatérales et d'exécution sont invitées lors de la 100e réunion à faire rapport sur 159 projets en cours accusant des retards de mise en œuvre, 25 tranches d'accords pluriannuels en cours, des renouvellements de projets de renforcement des institutions, des activités de préparation de PGEH, des projets relevant de la décision 91/66 et des activités de facilitation relatives à l'élimination progressive des HFC pour lesquels il est recommandé de présenter un rapport de situation.

Observations du Secrétariat

28. Le Secrétariat a noté que certains projets avaient pris du retard en raison de problèmes opérationnels. Conformément à la décision 82/11 b), les demandes de prolongation des dates d'achèvement, avec diverses échéances allant jusqu'au 31 mars 2028, sont présentées dans les rapports périodiques des agences bilatérales et d'exécution concernées et doivent être approuvées par le Comité exécutif. Il s'agit de projets liés au PGEH pour la Mauritanie, le Monténégro, le Nigéria, le Soudan et la République arabe syrienne (ONUDI), la Namibie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les Seychelles (Allemagne), et le Viet Nam (Banque mondiale) ; des projets en lien avec le KIP pour le Viet Nam (Banque mondiale) ; cinq projets d'efficacité énergétique conformément à la décision 91/65 au Mexique, au Monténégro, au Nigéria et en Afrique du Sud (ONUDI) et en Ouganda (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) ; et diverses activités liées à la préparation d'un inventaire national des banques de déchets de substances réglementées (décision 91/66) (toutes les agences).

29. Les agences ont continué à fournir des informations sur les activités spécifiques entreprises pour remédier aux retards dans la mise en œuvre des activités, notamment l'analyse des causes fondamentales et des précisions sur les mesures prises pour éviter que ces retards se reproduisent. Rappelant les informations présentées dans le rapport périodique de 2024, les principaux problèmes recensés comprennent : des retards dans l'achat et la distribution des équipements, essentiellement attribuables aux retards dans la livraison des identificateurs de frigorigènes liés à des conflits régionaux ; une adoption plus lente par le marché des technologies à faible potentiel de réchauffement de la planète (PRP) ; des changements structurels au sein du secteur public, notamment au niveau des unités nationales de l'ozone (UNO), de leurs processus de gestion financière et de leurs structures de rapportage ; la situation politique et sécuritaire dans certaines régions ; des difficultés à trouver des experts techniques et des consultants pour mener des études de projet, notamment pour des activités liées à la préparation d'inventaires nationaux des stocks de déchets de substances réglementées et à l'élaboration de plans nationaux de gestion de ces substances ; ainsi que des retards dans la soumission des rapports, en raison des capacités limitées des unités nationales de l'ozone. Les principales mesures prises par les agences consistent notamment à définir des procédures permettant l'acquisition en temps voulu d'équipements par le biais d'accords à long terme avec des fournisseurs qualifiés ; à promouvoir l'adoption de technologies de remplacement à faible potentiel de réchauffement de la planète (PRP) en étroite coordination avec les unités nationales de l'ozone (UNO) et le secteur industriel, et par la mise en œuvre de programmes ciblés pour faire face aux obstacles techniques et

opérationnels grâce à des activités de projet, notamment à travers le partage d'expériences sur l'adoption de technologies à faible PRP ; à établir une coordination étroite avec les gouvernements, notamment par des consultations lors de réunions de réseaux ou d'autres rencontres, afin d'aborder les problèmes propres à chaque pays et de définir des plans d'action pour résoudre les difficultés administratives ; à accroître le nombre de consultants et d'experts techniques disponibles pour mener des études de projet, y compris pour des activités liées à la préparation des inventaires nationaux des stocks de déchets de substances réglementées et à l'élaboration de plans nationaux de gestion de ces substances, tout en renforçant dans certains cas spécifiques les capacités de ces consultants ; et enfin, à assurer la formation et le renforcement des capacités du personnel des UNO, tout en associant les hauts responsables de l'administration publique au suivi des progrès opérationnels et à l'établissement des rapports. Lors de sa 93e réunion, le Comité exécutif a approuvé une augmentation du soutien financier aux agences d'exécution en vue de renforcer leur capacité à fournir une assistance technique et une aide à l'élaboration de politiques aux pays visés à l'article 5 au cours de la période triennale 2024-2026 (décision 93/95). Cette augmentation devrait permettre une mise en œuvre plus efficace de diverses activités, tout particulièrement dans les pays à faible consommation. La mise en œuvre de cette augmentation sera examinée lors de la 99e réunion, dans le cadre de l'examen du régime des coûts administratifs et du budget de financement des coûts de base (décision 93/95)[13].

Intégration des questions de genre[14]

30. Toutes les agences d'exécution mettent en œuvre la politique du Fonds multilatéral dans ce domaine. Plusieurs agences appliquent également leurs propres stratégies institutionnelles concernant la participation et l'autonomisation des femmes, des guides relatifs à l'intégration ou encore des plans internes ; certaines disposent de spécialistes dans ce domaine ou d'équipes dédiées chargées d'examiner les projets. Les considérations relatives à la participation des femmes sont désormais couramment intégrées à la conception des projets. Les présentations récentes d'accords pluriannuels et de projets liés à la phase I des KIP incluent la section obligatoire consacrée aux orientations, activités et indicateurs favorisant la participation et la représentation des femmes et, dans la plupart des cas, la collecte de données ventilées par genre.

31. Les mesures courantes comprennent des objectifs concernant la participation des femmes aux formations destinées aux techniciens, aux formateurs et aux agents des douanes et ceux chargés de l'application des réglementations ; des consultations avec des associations de femmes et d'autres parties prenantes ; des mesures de recrutement favorisant la participation des femmes, notamment au sein des unités de gestion de projet récemment mises en place ; l'obligation pour les entreprises de rendre compte des ratios hommes-femmes dans leurs effectifs ; des programmes de bourses destinés à soutenir les femmes dans les secteurs de la réfrigération et de la climatisation, et de la climatisation automobile ; ainsi que des activités de sensibilisation auprès des jeunes.

32. De nouveaux outils sont également en train d'être développés, tels qu'un manuel de formation des formateurs sur l'intégration des perspectives et des rôles des femmes, ainsi que des analyses des bonnes pratiques dans l'ensemble des projets. La participation des femmes aux activités de formation et aux consultations ont augmenté au fil du temps.

33. Les agences font part de deux contraintes importantes. En premier lieu, le secteur de la réfrigération et de la climatisation demeure largement perçu comme étant dominé par les hommes. En second lieu, les

[13] UNEP/OzL.Pro/ExCom/99/87

[14] Le Comité exécutif a demandé aux agences bilatérales et d'exécution de fournir un bref rapport sur les principaux résultats obtenus en matière d'intégration des questions de genre dans le cadre de leurs rapports périodiques annuels, à compter de 2023, sur la base des informations dont elles disposent (décision 90/48 d)).

ressources consacrées au renforcement de la participation des femmes aux diverses activités sont limitées, en particulier dans les pays à faible volume de consommation.

Gestion des risques

34. Toutes les agences suivent systématiquement les risques de mise en œuvre et les retards, et prennent des mesures tant préventives que correctives. Les pratiques comprennent des cadres de suivi formels, notamment des contrôles automatisés de type « signal d'alarme » auprès des partenaires de mise en œuvre pour les rapports en retard, les écarts budgétaires, les dépenses non admissibles et les conclusions d'audit défavorables ; une analyse des causes profondes des retards, associée à des mesures préventives ; une préparation anticipée des projets, grâce à l'élaboration préalable des plans de travail, des termes de référence et des plans d'approvisionnement, ainsi qu'à des calendriers de dédouanement réalistes ; des processus d'approvisionnement adaptatifs tels que des accords à long terme avec les fournisseurs, le renouvellement des appels d'offres, le regroupement et l'approvisionnement local ; un suivi régulier auprès des unités nationales de l'ozone ; des ajustements aux plans de travail et aux feuilles de route de mise en œuvre ; le déploiement d'unités de gestion de projet et de missions sur place lorsque les capacités nationales sont limitées ; le renforcement des relations interinstitutionnelles en vue d'assurer la continuité lors des transitions politiques ; et des calendriers révisés et des activités priorisées dans les contextes de conflit.

35. Si nécessaire, les problèmes sont portés à l'attention des instances gouvernementales supérieures par le biais de missions de gestion ou par l'intermédiaire des bureaux nationaux et, dans des cas exceptionnels, auprès des services juridiques des agences et du Secrétariat. De nombreux retards découlent de facteurs qui échappent au contrôle des agences ; il s'agit notamment de changements dans les politiques ou les réglementations nationales, de transitions politiques, de conflits et de sanctions. Les agences réagissent en travaillant en étroite collaboration avec les autorités nationales pour élaborer et mettre en œuvre des mesures d'atténuation adaptées à la situation de chaque pays.

Recommandation

36. Le Comité exécutif pourrait envisager de prendre note :

a) Du rapport périodique global du Fonds multilatéral au 31 décembre 2025, tel qu'il figure dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/99/13 ;

b) Avec satisfaction, des efforts entrepris par les agences bilatérales et d'exécution pour rendre compte de leurs activités de 2025 ;

c) Que les agences bilatérales et d'exécution feront rapport, à la 100e réunion, sur 159 projets accusant des retards de mise en œuvre ainsi que sur 25 projets en cours pour lesquels des rapports de situation supplémentaires ont été recommandés, comme indiqué à l'annexe III de chaque rapport périodique individuel des agences bilatérales et d'exécution.

Annexe I

VUE D'ENSMBLE DE L'ÉTAT DE MISE EN ŒUVRE DES PROJETS PAR PAYS POUR 2025

1. Le tableau 1 de l'annexe I présente l'état de la mise en œuvre des projets par pays pour 2025 en termes d'éliminations obtenues, de décaissements prévus et réalisés, et d'achèvement de projets.

Tableau 1. État d'avancement de la mise en œuvre de projet pour 2025

Pays	Élimination en 2025 (tonnes PAO)*	Elimination en 2025 (tonnes éq-CO_2)**	Estimation des fonds décaissés en 2025 ($US)	Fonds décaissés en 2025 ($US)	Pourcentage des fonds décaissés par rapport aux estimations en 2025	Pourcen-tage de projets prévus achevés en 2025***
Afghanistan			7	21 727	310 386	
Albanie	0,6	0	162 981	266 521	164	100
Algérie	11,1	0	327 239	713 792	218	100
Angola	5,2	0	247 480	153 562	62	100
Antigua-et-Barbuda			48 927	33 944	69	
Argentine	11,1	0	1 185 755	3 398 953	287	33
Arménie	0,0	0	160 287	131 848	82	50
Bahamas (Les)			142 400	82 681	58	
Bahreïn	11,0	0	73 044	189 925	260	100
Bangladesh	0,0	0	826 022	851 751	103	60
Barbade			135 690	16 502	12	0
Belize	0,0	0	238 669	137 139	57	100
Bénin			269 459	142 745	53	0
Bhoutan	0,0	0	145 171	88 037	61	50
Bolivie (État plurinational de)*			314 242	212 554	68	
Bosnie-Herzégovine	0,6	0	147 000	221 016	150	100
Botswana	0,0	0	98 570	44 627	45	50
Brésil	24,8	0	3 421 117	2 303 503	67	100
Brunei Darussalam	0,9	0	148 492	108 739	73	100
Burkina Faso	0,0	0	225 307	175 536	78	0
Burundi			164 150	150 773	92	0
Cabo Verde	0,0	0	185 768	130 484	70	100
Cambodge	4,9	38 652	223 518	359 406	161	100
Cameroun			369 126	407 697	110	0
République centrafricaine			18 000	72 000	400	
Tchad	0,0	0	186 600	203 666	109	100
Chili	3,4	0	569 482	307 728	54	67
Chine	7 641,5	0	27 113 011	40 621 776	150	50
Colombie	0,0	0	1 288 429	822 127	64	100
Comores			131 003	3 179	2	
Congo			237 101	142 124	60	
Îles Cook			249 142	87 053	35	0
Costa Rica			388 688	203 863	52	
Côte d'Ivoire			379 328	316 326	83	
Cuba	0,0	0	299 307	315 429	105	0
République populaire démocratique de Corée			2	0	0	
République démocratique du Congo			147 496	105 157	71	0
Djibouti	0,0	0	86 670	141 715	164	100

Pays	Élimination en 2025 (tonnes PAO)*	Elimination en 2025 (tonnes éq-CO_2)**	Estimation des fonds décaissés en 2025 ($US)	Fonds décaissés en 2025 ($US)	Pourcentage des fonds décaissés par rapport aux estimations en 2025	Pourcen-tage de projets prévus achevés en 2025***
Dominique			63 645	35 429	56	
République dominicaine			479 795	365 833	76	
Équateur			401 500	471 945	118	
Égypte	25,2	0	3 740 358	4 003 411	107	38
El Salvador	0,0	0	267 805	164 855	62	100
Guinée équatoriale			79 340	62 400	79	
Érythrée	0,0	0	123 242	278 952	226	50
Eswatini	0,4	0	191 475	261 731	137	
Éthiopie	0,0	0	59 386	61 436	103	50
Fidji	0,0	0	239 187	148 096	62	40
Gabon	0,0	0	178 327	199 676	112	0
Gambie	0,0	0	188 289	224 124	119	0
Géorgie	0,0	0	114 375	190 122	166	100
Ghana			251 657	185 734	74	
Grenade	0,1	0	259 562	251 344	97	100
Guatemala	0,0	0	365 920	200 394	55	100
Guinée	0,0	0	92 501	128 058	138	100
Guinée-Bissau	0,0	0	144 423	247 935	172	100
Guyana	0,1	0	147 930	53 948	36	0
Haïti			94 246	30 893	33	
Honduras	0,0	0	286 253	149 676	52	100
Inde	29,4	126 039	6 185 450	5 946 303	96	58
Indonésie	0,0	0	2 010 366	2 394 195	119	100
Iran (République islamique d')	5,2	0	1 004 540	674 077	67	21
Iraq	1 455,4	0	307 477	153 762	50	100
Jamaïque			212 837	64 938	31	0
Jordanie	0,0	211 513	437 005	213 511	49	50
Kenya	0,0	0	365 207	332 222	91	50
Kiribati			263 592	31 806	12	0
Koweït			606 899	37 191	6	
Kirghizistan	0,0	0	166 801	285 847	171	100
République démocratique populaire lao	0,0	0	167 125	160 691	96	100
Liban	0,6	0	278 535	377 151	135	100
Lesotho	0,0	0	158 344	193 394	122	67
Libéria	0,0	0	211 616	158 237	75	33
Libye			150 901	258 036	171	0
Madagascar	3,4	0	210 825	275 619	131	50
Malawi	2,0	48 165	127 802	300 105	235	
Malaisie	0,0	0	1 932 692	695 432	36	
Maldives	0,0	0	151 571	106 931	71	100
Mali	0,0	0	132 920	264 704	199	100
Îles Marshall	0,0	0	110 710	27 711	25	50
Mauritanie			58 750	78 392	133	0
Maurice	3,1	0	175 181	55 216	32	100
Mexique	4,0	0	1 644 768	2 528 784	154	67
Micronésie (États fédérés de)			236 884	59 294	25	0
Mongolie	0,0	0	268 067	156 881	59	50
Monténégro			128 000	137 467	107	0

Pays	Élimination en 2025 (tonnes PAO)*	Elimination en 2025 (tonnes éq-CO_2)**	Estimation des fonds décaissés en 2025 ($US)	Fonds décaissés en 2025 ($US)	Pourcentage des fonds décaissés par rapport aux estimations en 2025	Pourcen-tage de projets prévus achevés en 2025***
Maroc	0,0	0	400 335	401 140	100	
Mozambique	0,0	0	205 456	169 888	83	67
Myanmar			45 000	0	0	0
Namibie	0,0	0	187 107	180 457	96	40
Naoero			151 660	5 766	4	0
Népal	0,0	0	185 939	41 725	22	100
Nicaragua	1,4	28 498	195 435	104 475	53	
Niger	1,7	0	227 503	131 394	58	25
Nigéria	31,6	0	1 591 589	2 738 766	172	80
Nioué			68 475	34 574	50	0
Macédoine du Nord	0,5	0	250 000	282 904	113	100
Oman			168 829	290 966	172	0
Pakistan	8,2	0	1 161 845	1 229 659	106	33
Palaos			218 775	75 250	34	0
Panama	0,0	0	396 044	325 491	82	
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0,0	0	224 500	123 098	55	50
Paraguay			278 802	206 693	74	
Pérou	2,2	0	479 117	225 210	47	0
Philippines			248 876	239 668	96	0
Qatar			145 079	98 003	68	
République de Moldova	0,0	0	125 153	167 991	134	50
Rwanda			95 040	138 681	146	
Saint-Kitts-et-Nevis			25 500	14 372	56	
Sainte-Lucie	0,0	0	245 500	66 485	27	100
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	0,0	0	169 754	54 069	32	50
Samoa			202 514	55 568	27	0
Sao Tomé-et-Principe			137 086	10 005	7	
Arabie saoudite			607 786	273 915	45	
Sénégal			261 190	294 371	113	0
Serbie	0,0	0	73 572	104 179	142	33
Seychelles	0,0	0	190 854	91 074	48	100
Sierra Leone	0,1	0	184 610	116 896	63	0
Iles Salomon			287 567	120 792	42	0
Somalie	0,0	0	235 451	275 394	117	
Afrique du Sud	0,0	0	2 111 000	2 660 114	126	50
Soudan du Sud	0,0	0	71 500	110 310	154	100
Sri Lanka	0,8	0	422 144	323 352	77	75
Soudan			2	2 342	117 097	
Suriname	0,0	0	164 391	109 357	67	100
République arabe syrienne			395 660	60 569	15	0
Thaïlande	49,9	0	1 492 307	1 173 944	79	33
Timor-Leste			118 830	48 588	41	0
Togo	0,0	0	202 525	385 333	190	0
Tonga			196 734	115 817	59	0
Trinité-et-Tobago	0,0	0	550 268	226 593	41	
Tunisie	2,8	0	444 500	478 566	108	100
Türkiye	0,0	0	889 857	781 780	88	50
Turkménistan	2,2	21 313	283 002	374 821	132	100
Tuvalu			123 680	78 347	63	0

Pays	Élimination en 2025 (tonnes PAO)*	Elimination en 2025 (tonnes éq-CO_2)**	Estimation des fonds décaissés en 2025 ($US)	Fonds décaissés en 2025 ($US)	Pourcentage des fonds décaissés par rapport aux estimations en 2025	Pourcen-tage de projets prévus achevés en 2025***
Ouganda			98 000	32 091	33	0
République-Unie de Tanzanie	0,0	0	85 210	143 401	168	33
Uruguay			842 653	284 372	34	
Vanuatu			249 372	78 797	32	0
Venezuela (République bolivarienne du)			232 487	295 785	127	0
Viet Nam	0,0	0	313 134	139 973	45	50
Yémen			137 006	115 022	84	
Zambie	0,0	0	119 352	34 161	29	50
Zimbabwe	0,0	15 873	236 388	270 690	115	
Région : Asie et Pacifique			669 569	142 283	21	0
Monde	0,0	0	10 885 809	10 012 707	92	83
Total général	**9 345,4**	**490 053**	**96 836 084**	**104 537 530**	**108**	**53**

* Y compris 2 210,4 tonnes PAO de consommation et 7 135 tonnes PAO de production de SAO.

** 286,2 tm (490 053 tonnes d'éq-CO_2) en 2025 pour les projets portant sur les HFC. De plus, en 2025, 50 tm (739 303 tonnes d'éq-CO_2) de sous-produit HFC-23 ont été détruites.

*** Pour les projets dont l'achèvement était prévu en 2025.

Annexe II

VUE D'ENSEMBLE DE L'ÉTAT DE MISE EN ŒUVRE DES PROJETS AU 31 DÉCEMBRE 2025

1. Le tableau 1 de l'annexe II présente une vue d'ensemble de l'état de la mise en œuvre des projets par année[1]. Tous les projets et activités approuvés de 1991 à 2013 sont à présent achevés.

Tableau 1. État d'avancement des projets par année*

Année	Nombre de projets			Financements ($US) **			
	Approuvés	Achevés	Achevés (%)	Approuvés	Décaissés	Solde	Décaissés (%)
1991	68	68	100	7 935 719	7 935 719	0	100
1992	176	176	100	41 240 955	41 240 955	0	100
1993	217	217	100	73 198 586	73 198 586	0	100
1994	379	379	100	127 169 827	127 169 828	-1	100
1995	355	355	100	109 928 036	109 928 037	-1	100
1996	257	257	100	82 954 863	82 954 863	0	100
1997	532	532	100	149 550 404	149 550 406	-2	100
1998	423	423	100	98 011 001	98 011 000	1	100
1999	547	547	100	151 740 800	151 740 801	-1	100
2000	427	427	100	109 359 737	109 359 735	2	100
2001	429	429	100	130 098 119	130 098 120	-1	100
2002	359	359	100	161 270 406	161 270 405	1	100
2003	247	247	100	157 011 471	157 011 471	0	100
2004	271	271	100	162 080 533	162 080 533	0	100
2005	258	258	100	180 181 482	180 181 479	3	100
2006	263	263	100	119 827 552	119 827 556	-4	100
2007	214	214	100	120 084 049	120 084 047	2	100
2008	356	356	100	120 443 370	120 443 376	-6	100
2009	321	321	100	71 273 405	71 011 232	262 173	100
2010	227	227	100	83 364 108	83 364 107	1	100
2011	264	264	100	201 702 267	201 836 313	-134 046	100
2012	182	182	100	100 691 055	100 616 534	74 521	100
2013	184	184	100	125 214 438	125 080 397	134 040	100
2014	223	222	100	91 725 784	91 682 062	43 722	100
2015	377	373	99	153 970 241	151 666 300	2 303 941	99
2016	239	235	98	113 756 139	112 383 126	1 373 013	99
2017	202	198	98	74 525 568	73 938 385	587 184	99
2018	334	330	99	129 349 258	126 835 340	2 513 918	98
2019	226	212	94	47 482 693	43 592 627	3 890 065	92
2020	252	216	86	65 550 010	61 153 565	4 396 445	93
2021	291	242	83	82 404 353	75 607 982	6 796 371	92
2022	216	147	68	82 798 535	69 052 012	13 746 523	83
2023	356	101	28	112 652 731	53 106 160	59 546 571	47
2024	412	23	6	154 693 805	45 741 900	108 951 905	30
2025	291	0	0	123 254 012	1 212 441	122 041 571	1
Total	**10 375**	**9 255**	**89**	**3 916 495 314**	**3 589 967 400**	**326 527 914**	**92**

*À l'exclusion des projets clos et transférés.
** Frais d'appui d'agence non compris.

[1] Les données sont présentées selon l'année au cours de laquelle un projet a été approuvé par le Comité exécutif. Toutes les approbations (projets d'investissement et projets ne portant pas sur des investissements) sont traitées de la même façon (c.-à-d. qu'un projet d'investissement ou une tranche de financement d'un accord pluriannuel d'un montant de 1 million $US est considéré comme un projet, tout comme la préparation d'un programme de pays de 30 000 $US). Les indicateurs clés de ce récapitulatif annuel sont : le pourcentage de projets achevés, les tonnes PAO/tonnes d'éq-CO2 éliminées et le pourcentage de fonds décaissés. Il existe trois types de décaissement : pendant la mise en œuvre, après la mise en œuvre et lefinancement rétroactif.

Projets achevés[2]

2. Depuis 1991, sur 10 375 projets (excepté les projets clôturés ou transférés) financés par le Secrétariat du Fonds, 9255 ont été achevés, ce qui représente un taux d'achèvement de 89 %. Les tableaux 2 à 4 présentent des informations sur les activités achevées relevant de projets d'investissements, de projets ne portant pas sur des investissements et de la préparation de projets.

Projets d'investissement achevés

3. Le tableau 2 présente des informations sur les projets d'investissement qui ont été achevées depuis 1991. Il expose les données sous forme globale, puis ventilées par région et par secteur.

Tableau 2. Données cumulatives des projets d'investissement achevés

Poste	Nombre de projets achevés	Financements approuvés plus ajustements ($US)	Fonds décaissés (%)	Consommation éliminée (tonnes PAO)	Production éliminée (tonnes PAO)	Consommation éliminée (tonnes métriques)	Consommation éliminée (tonnes éq-CO_2)	Délai moyen (mois) entre l'approbation et le premier décaissement	Délai moyen (mois) entre l'approbation et l'achèvement	Rapport coût/ efficacité pour le Fonds ($US/kg)
Total	**3 183**	**2 697 833 882**	**99,7**	**281 349,9**	**211 671,0**	**1 224,1**	**1 823 366**	**14**	**38**	**5,46**
Région										
Afrique	565	190 616 312	99	18 791,5	0,0	11,1	15 873	11	41	10,14
Asie et Pacifique	1 656	1 995 696 899	100	219 382,3	191 721,0	801,8	1 190 592	15	38	4,85
Europe	183	74 532 235	100	8 064,0	175,0	11,4	21 313	9	34	9,03
Amérique latine et Caraïbes	779	436 988 436	100	35 112,0	19 775,0	399,8	595 588	13	37	7,90
Secteur										
Aérosols	132	93 596 722	100	28 007,9	0,0	0,0	0	16	42	3,34
Climatisation	63	159 615 359	99	645,4	0,0	34,9	63 383	15	52	234,62
Émissions	1	387 561	100	0,0	0,0	0,0	0	5	12	0,00
Lutte contre l'incendie	50	72 255 166	100	42 335,1	41 958,0	0,0	0	18	29	0,86
Mousses	1 179	748 385 688	100	82 727,5	0,0	250,0	257 500	14	36	9,02
Fumigènes	123	99 900 005	100	8 112,5	0,0	0,0	0	9	49	12,31
Unité nationale de l'ozone	1	26 000	100	0,0	0,0	0,0	0	2	8	0,00
Agents de transformation	32	120 252 626	100	19 572,5	52 162,0	0,0	0	10	27	1,68
Production	65	461 628 213	100	0,0	106 216,0	0,0	0	9	22	4,35
Réfrigération	609	518 753 164	100	41 110,3	0,0	889,7	1 414 020	15	40	12,35
Entretien	741	214 470 895	99	34 018,0	0,0	49,5	88 463	11	40	6,30
Solvants	176	191 429 266	100	23 186,3	11 335,0	0,0	0	17	34	5,55
Agents de stérilisation	3	1 073 855	100	60,4	0,0	0,0	0	15	34	17,78
Gonflage du tabac	8	16 059 360	100	1 574,0	0,0	0,0	0	12	20	10,20

4. En tout, 99,7 % des fonds approuvés pour des projets d'investissement achevés ont été décaissés[3]. Depuis 1991, 3 183 projets d'investissement ont été achevés, pour une valeur totale de 2,7 milliards $US. Le délai moyen entre l'approbation et le premier décaissement est de 14 mois. Les projets d'investissement

[2] Les projets ou activités achevés sont définis dans les décisions 17/22 et 19/23 comme des projets contractés pour lesquels les SAO visées ont été éliminées. Une autre décision (décision 28/2) a élargi cette définition afin de couvrir les situations dans lesquelles il n'y a plus d'autre utilisation visible de CFC dans les secteurs concernés, où une substance de remplacement substitution est produite (et/ou où la production a déjà commencé), et où les équipements utilisant des CFC ont été détruits, démantelés ou rendus inutilisables en ce qui concerne les SAO. Les activités du programme de travail ne comportant pas d'élimination de SAO sont considérées comme terminées lorsque l'activité est achevée (par ex., pour un atelier, lorsqu'il a été mené à terme). Cette définition a été appliquée aux projets liés aux HCFC.

[3] Les fonds n'ont pas été intégralement décaissés pour des projets achevés du fait qu'il peut s'écouler de six mois à un an avant que les documents comptables soient finalisés.

ont été terminés en moyenne 38 mois après leur approbation.

Projets achevés ne portant pas sur des investissements

5. Le tableau 3 contient les données cumulatives sur les projets achevés ne portant pas sur des investissements. Depuis 1991, 3 964 projets ne portant pas sur des investissements ont été achevés, pour une valeur totale de 774,69 millions $US.

Tableau 3. Données cumulatives sur les projets achevés ne portant pas sur des investissements

Poste	Nombre de projets	Financements approuvés plus ajustements ($US)	Fonds décaissés (%)	Délai moyen (mois) entre l'approbation et le premier décaissement	Délai moyen (mois) entre l'approbation et l'achèvement
Total	**3 964**	**774 690 386**	**100**	**13**	**38**
Région					
Afrique	1 239	114 185 902	100	12	38
Asie et Pacifique	1 195	189 562 343	100	14	41
Europe	262	26 427 958	100	9	34
Monde	329	327 700 721	100	6	22
Amérique latine et Caraïbes	939	116 813 461	100	14	42
Secteur					
Aérosols	30	2 415 057	100	12	39
Climatisation	18	11 566 734	98	11	41
Programme d'aide à la conformité (PAC)	23	175 060 139	100	1	16
Coûts de base	69	123 509 352	0	0	12
Aide au pays	2	255 000	100	10	40
Destruction	17	8 695 687	100	11	65
Activités de facilitation	158	17 029 803	99	10	42
Lutte contre l'incendie	82	11 319 055	100	16	45
Mousses	37	11 529 452	100	14	38
Fumigènes	138	21 199 406	100	9	39
Unité nationale de l'ozone	1 397	166 901 609	100	12	36
Pré-PAC	171	22 894 564	100	4	20
Coordination et suivi de projet	39	8 613 097	99	19	49
Réfrigération	571	78 823 496	100	17	52
SERVCEE-89/6	5	459 000	85	9	25
Entretien	817	94 962 242	99	14	41
Solvants	40	4 473 562	100	14	28
Enquête	150	9 171 361	100	12	26
Assistance technique	9	799 878	100	3	13
Gonflage du tabac	1	76 499	100	7	38
Vérification	190	4 935 393	98	12	25

6. Le délai moyen entre l'approbation et le premier décaissement pour des projets ne portant pas sur des investissements est de 13 mois. Les projets d'investissement ont été terminés en moyenne 38 mois après leur approbation. Ce chiffre dépend en grande partie du nombre important de projets (1 397 sur 3 964) relevant du secteur dénommé « Unité nationale de l'ozone », pour lesquels le délai moyen entre l'approbation et l'achèvement a été de 36 mois. Dans les autres secteurs, les projets ne portant pas sur des investissements ont été achevés entre 12 et 65 mois après leur approbation.

Activités de préparation de projet achevées

7. Le tableau 4 contient les données cumulatives sur les activités de préparation de projet achevées. Depuis 1991, 2 108 activités de préparation ont été achevés, pour une valeur totale de 110,87 millions $US.

Tableau 4. Données cumulatives sur les activités de préparation de projet achevées

Région	Nombre de projets	Financements approuvés plus ajustements ($US)	Fonds décaissés (%)	Délai moyen (mois) entre l'approbation et le premier décaissement	Délai moyen (mois) entre l'approbation et l'achèvement
Total	**2 108**	**110 874 072**	**99**	**7**	**24**
Région					
Afrique	590	23 469 432	97	9	27
Asie et Pacifique	762	50 484 453	99	7	24
Europe	160	7 622 812	99	6	22
Monde	22	1 889 230	98	6	19
Amérique latine et Caraïbes	574	27 408 144	99	6	22
Secteur					
Aérosols	47	1 279 230	100	5	17
Climatisation	27	1 760 642	98	10	30
Destruction	24	1 265 875	94	12	36
Émissions	3	133 575	100	2	12
Lutte contre l'incendie	30	898 898	100	6	20
Mousses	284	13 411 612	100	5	22
Fumigènes	119	3 061 986	100	5	17
Agents de transformation	9	694 384	100	8	19
Production	11	1 745 935	100	7	19
Réfrigération	670	36 636 897	100	5	19
Entretien	649	39 061 245	97	11	32
Solvants	60	2 698 033	100	6	26
Agents de stérilisation	1	5 000	100	1	9
Assistance technique	172	7 980 013	100	6	22
Gonflage du tabac	2	240 747	100	11	35

8. Le délai moyen entre l'approbation et le premier décaissement pour les activités de préparation de projet est de 7 mois. Les activités de préparation ont été terminées en moyenne 24 mois après leur approbation. En tout, 99 % des fonds approuvés pour les activités de préparation achevées ont été décaissés.

Projets en cours

9. Au total, 1 120 projets étaient en cours de mise en œuvre à la fin de 2025. Les tableaux 5 à 7 présentent des informations sur les projets d'investissement et les activités de préparation de projet en cours.

Projets d'investissement en cours

10. Le tableau 5 présente des informations sur l'état d'avancement des projets d'investissement en cours de réalisation, par région et par secteur.

Tableau 5. Données cumulatives sur les projets d'investissement achevés

Poste	Nbre de projets	Financements approuvés plus ajustements ($US)	Fonds décaissés ($US)	Fonds décaissés (%)	Nbre de projets faisant l'objet d'un décaisse-ment	Projets faisant l'objet d'un décaissement (%)	Délai moyen (mois) entre l'approbation et le premier décaissement	Délai moyen (mois) entre l'approbation et l'achève-ment prévu	Durée moyenne du retard par rapport à la date d'achève-ment prévue	Rapport coût-efficacité global pour le Fonds ($US/kg)
Total	**344**	**311 723 258**	**103 399 961**	**33**	**200**	**58**	**10**	**47**	**12**	**13,78**
Région										
Afrique	129	81 680 978	19 181 520	23	75	58	10	46	11	16,20
Asie et Pacifique	105	165 201 042	67 927 842	41	58	55	10	50	16	13,21
Europe	28	10 855 176	4 216 777	39	17	61	7	48	15	11,57
Amérique latine et Caraïbes	82	53 986 062	12 073 822	22	50	61	10	42	8	13,03
Secteur										
Climatisation	23	72 248 475	40 536 534	56	10	43	11	53	17	15,76
Émissions	4	2 212 176	1 819 962	82	3	75	7	42	6	0,00
Lutte contre l'incendie	1	141 000	0	0	0	0	0	36	0	238,98
Mousses	29	34 063 787	12 054 593	35	20	69	11	62	29	9,10
Production	1	22 000 000	17 600 000	80	1	100	3	24	0	4,69
Réfrigération	28	49 591 067	7 604 458	15	8	29	13	42	8	31,16
Entretien	257	130 943 322	23 758 756	18	157	61	10	45	10	16,44
Solvants	1	523 431	25 658	5	1	100	0	24	0	9,52

11. On compte actuellement 344 projets d'investissement en cours de mise en œuvre, représentant une valeur totale de plus de 311,72 millions $US. Environ 33 % des fonds ont déjà été décaissés, Le rapport coût-efficacité moyen global des projets d'investissement en cours est 13,78 $US/kg PAO à éliminer.

12. Le nombre moyen de mois entre l'approbation et le premier décaissement est de 10 mois. La durée moyenne d'un projet d'investissement en cours est de 47 mois. En règle générale, les projets d'investissement en cours sont achevés avec 12 mois de retard par rapport au calendrier initial, ce qui peut être considéré comme le retard moyen.

Projets en cours ne portant pas sur des investissements

13. Le tableau 6 présente des informations sur l'état d'avancement de projets ne portant pas sur des investissements en cours de mise en œuvre, par région et par secteur.

Tableau 6. Données cumulatives sur les projets en cours ne portant pas sur des investissements

Région	Nbre de projets	Financements approuvés plus ajustements ($US)	Fonds décaissés ($US)	Fonds décaissés (%)	Nombre de projets faisant l'objet d'un décaisse-ment	Projets faisant l'objet d'un décaissement (%)	Délai moyen (mois) entre l'approbation et le premier décaissement	Délai moyen (mois) entre l'approbation et l'achèvement prévu	Durée moyenne du retard par rapport à la date d'achève-ment prévue
Total	**549**	**126 886 069**	**34 154 561**	**27**	**270**	**49**	**14**	**41**	**5**
Région									
Afrique	187	29 592 632	7 027 448	24	83	44	15	38	4
Asie et Pacifique	181	44 349 908	10 320 531	23	96	53	15	50	8
Europe	42	6 244 033	1 671 519	27	22	52	8	35	2
Monde	6	23 261 500	9 594 013	41	1	17	0	17	2
Amérique latine et Caraïbes	133	23 437 996	5 541 050	24	68	51	15	39	5
Secteur									
Programme d'aide à la conformité	2	22 468 300	9 594 013	43	1	50	0	18	6
Coûts de base	3	0	0	0	0	0	0	12	0
Activités de facilitation	3	450 000	0	0	0	0	0	20	0
Unité nationale de l'ozone	140	40 659 080	11 866 367	29	97	69	14	40	4

Région	Nbre de projets	Financements approuvés plus ajustements ($US)	Fonds décaissés ($US)	Fonds décaissés (%)	Nombre de projets faisant l'objet d'un décaisse-ment	Projets faisant l'objet d'un décaissement (%)	Délai moyen (mois) entre l'approbation et le premier décaissement	Délai moyen (mois) entre l'approbation et l'achèvement prévu	Durée moyenne du retard par rapport à la date d'achève-ment prévue
Coordination et suivi de projet	56	6 543 161	1 329 699	20	20	36	7	41	6
Réfrigération	1	500 000	0	0	0	0	0	36	0
SERVCEE-89/6	70	6 510 000	613 046	9	26	37	12	45	3
Entretien	234	48 570 528	10 608 619	22	113	48	16	44	6
Vérification	40	1 185 000	142 817	12	13	33	18	30	8

14. On compte actuellement 549 projets ne portant pas sur des investissements en cours de réalisation, représentant une valeur totale de 126,89 millions $US, dont 27 % des fonds ont déjà été décaissés.

Le nombre moyen de mois entre l'approbation et le premier décaissement est de 14 mois. En moyenne, les projets en cours ne portant pas sur des investissements sont achevés 41 mois après la date de leur approbation, ce qui représente un retard de cinq mois. Activités de préparation de projet en cours

16. Le tableau 7 présente des informations sur l'état d'avancement des activités de préparation de projet en cours de mise en œuvre par région et par secteur.

Tableau 7. Données cumulatives sur les activités de préparation de projet en cours

Poste	Nbre de projets	Financements approuvés plus ajustements ($US)	Fonds décaissés ($US)	Fonds décaissés (%)	Délai moyen (mois) entre l'approbation et le premier décaissement	Délai moyen (mois) entre l'approbation et l'achèvement prévu	Durée moyenne du retard par rapport à la date d'achèvement prévue
Total	**227**	**17 997 000**	**4 104 498**	**23**	**10**	**32**	**9**
Région							
Afrique	86	6 790 000	1 720 705	25	9	33	9
Asie et Pacifique	77	6 219 000	1 021 820	16	13	32	9
Europe	16	1 155 000	308 827	27	9	27	4
Monde	1	200 000	52 334	26	7	13	0
Amérique latine et Caraïbes	47	3 633 000	1 000 812	28	10	32	8
Secteur							
Climatisa-tion	8	655 000	62 922	10	9	27	3
Destruction	127	10 420 000	1 390 115	13	10	31	6
Mousses	1	80 000	2 828	4	7	26	13
Réfrigéra-tion	6	355 000	216 775	61	6	24	3
Entretien	85	6 487 000	2 431 857	37	11	35	13

17. On compte actuellement 227 activités de préparation de projet en cours de réalisation, représentant une valeur totale de 18 millions $US, dont 23 % des fonds ont déjà été décaissés.

18. Le nombre moyen de mois entre l'approbation et le premier décaissement est de 10 mois. En moyenne, les activités de préparation en cours sont achevées 32 mois après la date de leur approbation, ce qui représente un retard de neuf mois.

Projets annulés

19. Le tableau 8 présente un récapitulatif des projets annulés. Depuis 1991, 292 projets ont été annulés, représentant une valeur totale de 15,14 millions $US.

Tableau 8. Récapitulatif des projets annulés

Agence	Nbre de projets	Financements approuvés plus ajustements ($US)	Fonds décaissés ($US)	Soldes ($US)	Consommation à éliminer par proposition (tonnes PAO)	Consommation éliminée (tonnes PAO)	Consommation à éliminer par proposition (tonnes éq-CO_2)	Consommation éliminée (tonnes éq-CO_2)
Bilatérale	20	227 901	227 901	0	223,2	0,0	0	0
PNUD	81	6 895 393	6 895 392	1	673,1	0,0	0	0
PNUE	23	195 325	195 325	0	11,6	11,6	7 169	0
ONUDI	68	6 446 674	6 446 674	-1	1 808,2	366,6	0	0
Banque mondiale	100	1 373 519	1 373 519	0	656,7	581,1	0	0
Total	**292**	**15 138 811**	**15 138 811**	**0**	**3 372,8**	**959,3**	**7 169**	**0**

Annexe III

PLANS DE GESTION DE L'ÉLIMINATION DES HCFC PAR PAYS AU 31 DÉCEMBRE 2025

Pays	Élimination approuvée (tonnes PAO)	Financements approuvés ($US)	Fonds décaissés ($US)	Solde ($US)	Fonds décaissés (%)
Afghanistan	8,3	884 821	540 678	344 143	61
Albanie	4,1	659 960	567 416	92 543	86
Algérie	35,5	3 396 304	1 862 734	1 533 570	55
Angola	13,4	1 338 415	746 874	591 541	56
Antigua-et-Barbuda	0,0	179 985	27 235	152 750	15
Argentine	245,5	22 669 687	14 456 585	8 213 102	64
Arménie	4,4	912 996	678 756	234 240	74
Bahamas (les)	3,2	481 754	356 234	125 520	74
Bahreïn	50,1	1 644 530	1 644 367	163	100
Bangladesh	59,1	8 105 818	6 295 481	1 810 337	78
Barbade	2,9	539 178	289 313	249 865	54
Belize	2,0	689 100	461 275	227 825	67
Bénin	16,1	1 070 778	845 385	225 393	79
Bhoutan	0,3	569 349	430 341	139 008	76
Bolivie (État plurinational de)	4,2	784 659	656 942	127 717	84
Bosnie-Herzégovine	8,2	1 353 692	1 138 079	215 613	84
Botswana	8,2	1 156 511	629 535	526 977	54
Brésil	654,6	51 729 108	43 248 451	8 480 657	84
Brunei Darussalam	2,9	792 772	402 551	390 221	51
Burkina Faso	7,2	1 073 630	762 873	310 757	71
Burundi	1,7	545 179	346 488	198 691	64
Cabo Verde	0,1	332 834	328 264	4 570	99
Cambodge	12,3	1 668 675	1 392 271	276 404	83
Cameroun	49,5	3 505 598	1 970 005	1 535 593	56
République centrafricaine		45 000	45 000	0	100
Tchad	10,9	1 213 856	693 005	520 851	57
Chili	87,0	5 826 186	5 238 132	588 054	90
Chine	12 001,0	485 758 536	440 254 477	45 504 058	91
Colombie	201,2	12 746 254	12 227 186	519 068	96
Comores	0,1	309 653	159 653	150 000	52
Congo	7,1	787 180	334 183	452 997	42
Îles Cook	0,1	399 881	119 329	280 552	30
Costa Rica	24,2	2 142 204	1 637 886	504 318	76
Côte d'Ivoire	42,4	3 203 094	2 030 802	1 172 292	63
Croatie	6,1	801 942	801 942	0	100
Cuba	24,7	2 595 320	2 226 722	368 598	86
République populaire démocratique de Corée	19,3	628 132	281 519	346 613	45
République démocratique du Congo	9,4	832 524	584 668	247 856	70
Djibouti	0,5	403 405	164 405	239 000	41
Dominique	0,1	160 050	143 600	16 450	90
République dominicaine	26,6	4 902 859	4 091 062	811 797	83
Équateur	35,7	3 067 511	2 913 065	154 446	95
Égypte	433,1	34 592 812	25 932 879	8 659 933	75
El Salvador	14,2	1 591 249	1 132 403	458 846	71
Guinée équatoriale	0,9	278 180	278 180	0	100
Érythrée	1,1	774 559	424 588	349 971	55

Pays	Élimination approuvée (tonnes PAO)	Financements approuvés ($US)	Fonds décaissés ($US)	Solde ($US)	Fonds décaissés (%)
Eswatini	8,9	1 311 931	1 024 202	287 729	78
Éthiopie	4,5	797 127	459 398	337 729	58
Fidji	2,6	702 758	388 967	313 791	55
Gabon	20,4	870 641	651 812	218 829	75
Gambie	1,0	686 599	447 534	239 065	65
Géorgie	4,2	1 021 778	719 376	302 402	70
Ghana	53,7	2 325 355	1 946 853	378 502	84
Grenade	0,5	481 289	324 683	156 606	67
Guatemala	7,1	909 672	656 508	253 164	72
Guinée	4,3	658 941	548 042	110 899	83
Guinée-Bissau	2,0	632 349	321 617	310 732	51
Guyana	1,1	681 602	403 102	278 500	59
Haïti	0,9	364 291	116 291	248 000	32
Honduras	15,0	1 495 962	1 022 686	473 277	68
Inde	1 237,1	75 278 333	61 761 854	13 516 480	82
Indonésie	275,1	20 366 731	16 810 513	3 556 218	83
Iran (République islamique d')	339,7	21 304 667	16 380 207	4 924 460	77
Iraq	22,0	2 046 093	1 286 647	759 446	63
Jamaïque	11,8	1 036 797	700 634	336 163	68
Jordanie	72,9	6 999 141	6 090 029	909 112	87
Kenya	14,1	1 973 000	1 492 130	480 870	76
Kiribati	0,1	491 821	119 894	371 927	24
Koweït	322,6	11 637 046	9 786 221	1 850 825	84
Kirghizistan	3,2	799 488	799 488	0	100
République démocratique populaire lao	1,5	683 925	491 153	192 772	72
Liban	73,6	7 113 759	6 780 103	333 656	95
Lesotho	0,5	711 300	447 587	263 713	63
Libéria	4,7	941 500	459 560	481 940	49
Libye	46,7	2 911 540	1 456 209	1 455 331	50
Madagascar	12,7	1 192 673	768 199	424 473	64
Malawi	7,3	983 487	909 601	73 886	92
Malaisie	338,8	20 975 702	15 686 709	5 288 993	75
Maldives	0,6	1 081 613	1 081 613	0	100
Mali	10,1	1 065 523	514 523	551 000	48
Îles Marshall	0,2	316 430	125 848	190 582	40
Mauritanie	4,5	607 345	333 933	273 412	55
Maurice	3,1	902 500	603 492	299 008	67
Mexique	704,2	33 239 212	27 947 854	5 291 358	84
Micronésie (États fédérés de)	0,1	562 458	158 656	403 802	28
Mongolie	1,1	835 769	491 858	343 911	59
Monténégro	0,8	1 033 593	733 327	300 266	71
Maroc	35,6	2 378 958	1 853 125	525 833	78
Mozambique	3,7	692 005	471 900	220 105	68
Myanmar	0,4	174 040	174 040	0	100
Namibie	8,9	1 020 000	793 807	226 193	78
Naoero	0,0	214 804	73 414	141 390	34
Népal	1,1	592 854	313 195	279 659	53
Nicaragua	5,2	723 572	615 563	108 009	85
Niger	10,8	910 340	767 632	142 708	84
Nigéria	264,1	15 347 246	13 079 980	2 267 266	85
Nioué	0,0	180 659	76 174	104 485	42
Macédoine du Nord	2,5	1 438 851	1 250 548	188 303	87

Pays	Élimination approuvée (tonnes PAO)	Financements approuvés ($US)	Fonds décaissés ($US)	Solde ($US)	Fonds décaissés (%)
Oman	27,8	1 893 469	1 341 044	552 425	71
Pakistan	193,5	14 726 769	11 951 742	2 775 027	81
Palaos	0,1	419 500	159 750	259 750	38
Panama	19,7	1 715 240	1 412 106	303 134	82
Papouasie-Nouvelle-Guinée	3,4	1 250 000	1 091 404	158 596	87
Paraguay	13,5	1 393 132	950 657	442 475	68
Pérou	32,8	1 932 034	1 237 403	694 631	64
Philippines	91,1	5 965 242	3 319 503	2 645 739	56
Qatar	23,9	1 630 841	1 278 478	352 363	78
République de Moldova	0,7	537 872	357 171	180 701	66
Rwanda	3,0	717 874	448 060	269 814	62
Saint-Kitts-et-Nevis	0,3	164 442	164 442	0	100
Sainte-Lucie	0,8	713 393	327 009	386 384	46
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	0,2	568 942	355 702	213 241	63
Samoa	0,2	532 950	204 734	328 216	38
Sao Tomé-et-Principe	0,1	154 727	154 727	0	100
Arabie saoudite	551,0	13 111 757	7 326 746	5 785 011	56
Sénégal	10,4	1 325 663	803 226	522 437	61
Serbie	7,9	1 256 665	1 091 002	165 664	87
Seychelles	1,4	700 000	428 063	271 937	61
Sierra Leone	1,1	718 530	502 257	216 273	70
Iles Salomon	1,8	710 004	302 384	407 620	43
Somalie	7,7	986 205	540 630	445 575	55
Afrique du Sud	302,6	12 157 615	9 409 117	2 748 498	77
Soudan du Sud	0,6	210 000	90 500	119 500	43
Sri Lanka	16,2	1 548 741	979 859	568 882	63
Soudan	49,0	4 330 964	2 715 563	1 615 401	63
Suriname	1,2	410 895	229 892	181 002	56
République arabe syrienne	44,7	4 312 296	1 917 853	2 394 443	44
Thaïlande	284,7	20 540 540	19 424 241	1 116 299	95
Timor-Leste	1,3	672 371	509 727	162 644	76
Togo	13,5	952 823	842 553	110 270	88
Tonga	0,1	491 659	195 850	295 809	40
Trinité-et-Tobago	31,2	2 596 444	2 052 682	543 762	79
Tunisie	29,7	2 427 920	2 019 091	408 829	83
Türkiye	630,2	13 905 390	12 245 957	1 659 433	88
Turkménistan	4,6	955 979	902 082	53 897	94
Tuvalu	0,1	246 969	115 137	131 833	47
Ouganda	0,2	504 823	296 246	208 577	59
République-Unie de Tanzanie	1,2	462 271	398 144	64 127	86
Uruguay	22,8	1 943 138	1 562 413	380 725	80
Vanuatu	0,3	613 850	233 453	380 397	38
Venezuela (République bolivarienne du)	76,1	3 220 110	3 084 286	135 824	96
Viet Nam	317,3	17 449 332	14 219 904	3 229 428	81
Zambie	3,3	800 953	473 723	327 230	59
Zimbabwe	18,1	1 721 318	1 486 292	235 026	86
Région : Asie et Pacifique		2 147 298	806 162	1 341 135	38
Total général	**20 947,9**	**1 070 599 738**	**896 470 073**	**174 129 666**	**84**

Annexe IV

VUE D'ENSEMBLE DES PROJETS ET ACTIVITÉS LIÉS AUX HFC

1. Depuis sa 80e réunion, le Comité exécutif a approuvé des financements pour la mise en œuvre de projets d'investissement portant sur les HFC et pour des activités de facilitation en vue d'aider les unités nationales de l'ozone à remplir leurs obligations initiales en matière de réduction progressive des HFC, conformément à l'Amendement de Kigali (décision 79/46).

2. Au 31 décembre 2025, le Comité exécutif a approuvé 855 projets et activités liés aux HFC dans 143 pays et deux régions. Ces projets comprennent 199 demandes de préparation de projets relatifs à la réduction progressive des HFC, notamment les plans de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali relatif aux HFC (KIP), 133 projets de préparation d'inventaires nationaux de banques de HFC conformément à la décision 91/66, 15 projets d'investissement, 211 projets liés à la phase I des KIP, neuf projets d'assistance technique, 127 projets d'assistance technique pour les études sur des solutions de remplacement des SAO au niveau national et 161 projets d'activités de facilitation, pour un montant total de 132,38 millions $US (coûts d'appui non compris).

3. Le tableau 1 présente une vue d'ensemble de tous les projets et activités liés aux HFC dans le cadre du Fonds multilatéral par pays, indépendamment de leur source de financement. Il indique également l'état de ratification de l'Amendement de Kigali ainsi que l'état d'avancement du système d'autorisation pour les HFC.

Tableau 1. Vue d'ensemble de tous les projets et activités liés aux HFC dans le cadre du Fonds multilatéral

Pays	Groupe	Ratification de l'Amendement de Kigali	Mise en œuvre du système d'autorisation	Financements approuvés ($US)						
				Activités de facilitation	Projets d'investissement	KIP	Études concernant les SAO	Préparation de projet	Préparation des inventaires nationaux des stocks (91/66)	Assistance technique
Afghanistan	I			136 888			59 742		90 000	
Albanie	I	Oui	√	94 978		179 390	40 000	125 989	80 000	15 000
Algérie	I			144 799			0		90 000	
Angola	I	Oui	√	142 397		385 563	70 000	170 000	90 000	
Antigua-et-Barbuda	I			50 000			19 116		70 000	
Argentine	I	Oui	√	250 000	7 535 648		127 201	294 816	100 000	
Arménie	I	Oui	√	149 639		165 075	70 000	168 689	90 000	
Bahamas (les)	I	Oui	√	95 000			10 000	130 000	80 000	
Bahreïn	II	Oui	√	140 240			104 417	190 000		
Bangladesh	I	Oui	√	135 667	3 131 610		53 480	190 000	90 000	
Barbade	I	Oui	√				39 646	130 000	80 000	
Belize	I	Oui	√	89 576			37 626	130 000	80 000	
Bénin	I	Oui	√	128 885		177 500	55 000	162 256	90 000	
Bhoutan	I	Oui	√	49 654			39 728	100 000	70 000	
Bolivie (État plurinational de)	I	Oui	√	150 000		194 000	69 934	165 406	90 000	
Bosnie-Herzégovine	I	Oui	√	94 920		216 000	40 000	130 000	80 000	
Botswana	I	Oui	√	96 648		95 500	70 000	170 000	90 000	
Brésil	I	Oui	√					230 000		
Brunei Darussalam	I	Oui	√	119 812			34 781	170 000	90 000	
Burkina Faso	I	Oui	√	145 443		162 500	55 000	190 000	90 000	
Burundi	I	Oui	√	100 000			70 000	170 000	90 000	
Cabo Verde	I	Oui	√	79 038			40 000	130 000	80 000	
Cambodge	I	Oui	√	147 918		250 110	35 000	159 133	90 000	

Pays	Groupe	Ratification de l'Amendement de Kigali	Mise en œuvre du système d'autorisation	Financements approuvés ($US)						
				Activités de facilitation	Projets d'investissement	KIP	Études concernant les SAO	Préparation de projet	Préparation des inventaires nationaux des stocks (91/66)	Assistance technique
Cameroun	I	Oui	√	149 324		355 500	109 882	190 000	90 000	
République centrafricaine	I	Oui	En suspens	150 000					90 000	
Tchad	I	Oui	√	130 200		216 000	69 980	158 410	90 000	
Chili	I	Oui	√	131 337		876 507	55 000	173 913	90 000	
Chine	I	Oui	√	244 685	1 274 967			47 687		
Colombie	I	Oui	√	246 344		2 813 811	65 000	418 012		
Comores	I	Oui	√	45 242			39 989	100 000	70 000	
Congo	I	Oui	√	149 841		81 500	70 000	138 863	90 000	30 000
Îles Cook	I	Oui	√	47 711		23 250	34 628		24 000	
Costa Rica	I	Oui	√	144 830		370 968	70 000	170 000	90 000	
Côte d'Ivoire	I	Oui	√	135 605			109 970	190 000	90 000	
Cuba	I	Oui	√	146 408		160 000	69 987	170 000	90 000	30 000
République populaire démocratique de Corée	I	Oui	√							
République démocratique du Congo	I			132 234			110 000		90 000	
Djibouti	I	Oui	En suspens	22 422			40 000			
Dominique	I			40 000					70 000	
République dominicaine	I	Oui	√	149 518	129 801	535 930	53 962	201 572	90 000	
Équateur	I	Oui	√	120 725		560 272	109 580	214 127	90 000	
Égypte	I	Oui	√	246 050		10 786 475		387 964	100 000	
El Salvador	I	Oui	√	149 478		180 000	69 735	170 000	90 000	
Guinée équatoriale	I			113 154			60 000		90 000	
Érythrée	I	Oui	√	92 822		89 908	40 000	130 000	80 000	
Eswatini	I	Oui	√	94 509		63 500	70 000	130 000	80 000	
Éthiopie	I	Oui	√	94 208		102 000	40 000	130 000	80 000	
Fidji	I	Oui	√	147 699		102 000		130 000	54 000	
Gabon	I	Oui	√	134 202			110 000	190 000	90 000	
Gambie	I	Oui	√	94 947		80 150	25 000	120 250	80 000	
Géorgie	I	Oui	√	95 000		204 500	40 000	130 000	80 000	
Ghana	I	Oui	√	149 425		188 000	55 000	189 590	90 000	
Grenade	I	Oui	√	46 491		72 500	40 000	93 571	70 000	
Guatemala	I	Oui	√	128 267		261 019	70 000	170 000	90 000	
Guinée	I	Oui	√	100 000		411 400	109 890	190 000	90 000	
Guinée-Bissau	I	Oui	√	70 803		167 500	40 000	130 000	80 000	
Guyana	I			55 000			32 626		80 000	
Haïti	I	Oui	En suspens	90 311						
Honduras	I	Oui	√	149 931		296 918	70 000	170 000	90 000	
Inde	II	Oui	√	250 000	846 326			120 000		
Indonésie	I	Oui	√	246 666		3 120 409		300 000	100 000	
Iran (République islamique d')	II			218 403			106 496		100 000	
Iraq	II			168 030			95 520		100 000	
Jamaïque	I			145 083			21 971		90 000	
Jordanie	I	Oui	√	127 708	1 524 566	2 540 680	55 000	190 000	90 000	
Kenya	I	Oui	√	149 348			97 250	190 000	90 000	
Kiribati	I	Oui	√	32 898		15 000	40 000		13 000	
Koweït	II	Oui	√	138 000			118 675	220 000		
Kirghizistan	I	Oui	√	95 000		81 000	20 000	113 690	80 000	30 000

Pays	Groupe	Ratification de l'Amendement de Kigali	Mise en œuvre du système d'autorisation	Financements approuvés ($US)						
				Activités de facilitation	Projets d'investissement	KIP	Études concernant les SAO	Préparation de projet	Préparation des inventaires nationaux des stocks (91/66)	Assistance technique
République démocratique populaire lao	I	Oui	√	54 082		110 000	40 000	128 942	80 000	
Liban	I	Oui	√	149 979	1 039 874	1 869 792	100 476	317 134	90 000	
Lesotho	I	Oui	√	94 532		82 000	40 000	128 709	80 000	
Libéria	I	Oui	√	95 000		72 500	40 000	130 000	80 000	
Libye	I			147 508			109 761		100 000	
Madagascar	I	Oui	En suspens	115 554			110 000		90 000	
Malawi	I	Oui	√	149 954		68 000	70 000	167 662	90 000	30 000
Malaisie	I	Oui	√	250 000		3 042 912		330 000	100 000	
Maldives	I	Oui	√	94 801			20 000	130 000	80 000	
Mali	I	Oui	√	148 069			70 000	170 000	90 000	
Îles Marshall	I	Oui	√	37 583		11 750	27 222		19 000	
Mauritanie	I	Oui	√	102 338						
Maurice	I	Oui	√	139 622		103 000	70 000	170 000	90 000	
Mexique	I	Oui	√	240 755	3 756 960	6 746 923	89 701	421 255	100 000	
Micronésie (États fédérés de)	I	Oui	√	48 247		63 500	32 937		27 000	
Mongolie	I	Oui	√	92 866		81 000	20 000	210 000	80 000	
Monténégro	I	Oui	√	49 973		115 050	39 365	98 398	70 000	
Maroc	I	Oui	√	94 725		890 335	0	220 000	90 000	
Mozambique	I	Oui	√	149 330		169 500	67 395	160 300		30 000
Myanmar	I			53 623			22 218			
Namibie	I	Oui	√	147 673			70 000	170 000	90 000	
Naoero	I	Oui	√	34 339		10 500	22 275		13 000	
Népal	I	Oui	√	48 984			40 000		80 000	
Nicaragua	I	Oui	√	150 000		159 000	70 000	168 385	7 156	
Niger	I	Oui	√	148 244		279 500	66 712	170 000	90 000	
Nigéria	I	Oui	√	245 868		2 738 360	65 000	216 380	100 000	
Nioué	I	Oui	√	33 863		9 250	29 148		13 000	
Macédoine du Nord	I	Oui	√	95 000		103 555	39 987	130 000	80 000	30 000
Oman	II	Oui	√	129 061			105 680	190 000	90 000	
Pakistan	II	Oui	√	247 420			130 000	220 000	100 000	
Palaos	I	Oui	√	25 000		57 500	40 000		18 000	
Panama	I	Oui	√	149 825		331 100	110 000	190 000	90 000	
Papouasie-Nouvelle-Guinée	I	Oui	√	95 000			40 000	130 000	80 000	
Paraguay	I	Oui	√	143 084		235 675	68 855	167 197	90 000	
Pérou	I	Oui	√	147 582		283 140	105 085	185 925	90 000	
Philippines	I	Oui	√	207 289			130 000	300 000	100 000	
Qatar	II			150 000						
République de Moldova	I	Oui	√	38 716		95 500	19 362	130 000	80 000	
Rwanda	I	Oui	√	91 190		75 900	40 000	130 000	80 000	
Saint-Kitts-et-Nevis	I	Oui	√	50 000					70 000	
Sainte-Lucie	I	Oui	√	57 000		70 000	31 992	98 894	80 000	
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	I	Oui	√	50 000				100 000	70 000	
Samoa	I	Oui	√	49 018		66 000	38 299		24 000	
Sao Tomé-et-Principe	I	Oui	√	83 915			30 000	130 000	80 000	
Arabie saoudite	II	Oui	√	193 170			137 972			
Sénégal	I	Oui	√	137 814		295 500	109 550	163 726	90 000	
Serbie	I	Oui	√	143 900		300 000	69 579	170 000	90 000	
Seychelles	I	Oui	√	95 000		81 680	40 000	120 200	80 000	
Sierra Leone	I	Oui	√	94 741		86 500	40 000	130 000	80 000	

Pays	Groupe	Ratification de l'Amendement de Kigali	Mise en œuvre du système d'autori-sation	Financements approuvés ($US)						
				Activités de facilitation	Projets d'investis-sement	KIP	Études concernant les SAO	Préparation de projet	Préparation des inventaires nationaux des stocks (91/66)	Assistance technique
Iles Salomon	I	Oui	√	88 655		74 125	40 000		24 000	
Somalie	I	Oui	√	144 313		194 000		170 000	90 000	
Afrique du Sud	I	Oui	√	193 367		1 720 164		220 000	100 000	
Soudan du Sud	I			94 791						
Sri Lanka	I	Oui	√	149 023		247 211	35 000	249 128	90 000	
Soudan	I			143 823			103 178	30 000		
Suriname	I			65 650			38 030		80 000	
République arabe syrienne	I	Oui	√	199 235				216 790	100 000	
Thaïlande	I	Oui	√	247 414	183 514		120 000	250 000	100 000	
Timor-Leste	I			46 669			21 274		70 000	
Togo	I	Oui	√	129 488		187 500	35 000	149 732	90 000	
Tonga	I	Oui	√	48 745		60 750	37 779		24 000	
Trinité-et-Tobago	I	Oui	√	145 733		543 249	82 387	190 000	90 000	
Tunisie	I	Oui	√	149 990		1 576 566	110 000	185 306	90 000	
Türkiye	I	Oui	√	194 675		2 789 430	91 277	357 460	100 000	
Turkménistan	I	Oui	√	148 955		257 000	68 597	168 520	90 000	
Tuvalu	I	Oui	√	25 631		12 250	40 000		13 000	
Ouganda	I	Oui	√	49 763			38 778	100 000	70 000	
République-Unie de Tanzanie	I	Oui	√	94 185		95 500	40 000	130 000	80 000	
Uruguay	I	Oui	√	148 495		176 787	102 511	190 000	90 000	
Vanuatu	I	Oui	√	46 845		31 625	34 159		24 000	
Venezuela (République bolivarienne du)	I	Oui	√	247 721			124 375	220 000	100 000	
Viet Nam	I	Oui	√	249 238		2 019 488	45 000	250 000	100 000	
Yémen	I			250 000					100 000	
Zambie	I	Oui	√	94 254			40 000	130 000	80 000	
Zimbabwe	I	Oui	√	140 551		668 454	70 000	189 804	90 000	
Région : Asie et Pacifique						542 500		780 000	640 000	
Monde										934 815
Total				**17 479 803**	**19 423 266**	**56 483 856**	**7 551 727**	**19 443 785**	**10 867 156**	**1 129 815**

Annexe V

VUE D'ENSEMBLE DES PROJETS ET ACTIVITÉS PORTANT SUR L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

Pays	Financements approuvés ($US)				
	Fenêtres de financement			Autres	Total
	91/65	94/60	95/87		
Albanie	219 000				219 000
Argentine		42 000			42 000
Bolivie (État plurinational de)	96 000				96 000
Bosnie-Herzégovine	278 000				278 000
Cameroun	120 000				120 000
Chili	780 000				780 000
Chine	25 000				25 000
Colombie	506 319				506 319
Costa Rica	260 000				260 000
Cuba	360 000				360 000
République dominicaine	300 000				300 000
Équateur	190 000				190 000
Égypte	315 000	17 319 530			17 634 530
El Salvador	125 000				125 000
Géorgie	223 000				223 000
Ghana	30 000				30 000
Grenade			100 000		100 000
Guatemala	151 000				151 000
Honduras	278 068				278 068
Inde	2 033 795				2 033 795
Indonésie		35 000			35 000
Kirghizistan	206 000				206 000
Liban	186 000				186 000
Malaisie	530 000	415 689			945 689
Mexique	938 620				938 620
Monténégro	120 000				120 000
Maroc	266 000	1 234 756			1 500 756
Nicaragua	1 961				1 961
Nigéria	145 000	78 000			223 000
Macédoine du Nord	271 000				271 000
Panama	342 000				342 000
Paraguay	211 500				211 500
Pérou	115 000				115 000
République de Moldova	180 000				180 000
Rwanda	30 000				30 000
Serbie	316 000				316 000
Sierra Leone	286 139				286 139
Afrique du Sud	350 000	30 000			380 000
Sri Lanka	245 700				245 700
Thaïlande			100 000	150 000	250 000
Togo	311 800				311 800
Tunisie	170 000	1 367 360			1 537 360
Türkiye		70 000	100 000		170 000
Turkménistan	142 000				142 000
Ouganda	465 200				465 200
Uruguay	300 000				300 000
Monde	80 000		200 000	793 200	1 073 200
Total général	**12 500 102**	**20 592 335**	**500 000**	**943 200**	**34 535 637**